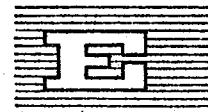


NATIONS UNIES

CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE

E/CN.4/1170/Add.1  
23 décembre 1974

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Trente et unième session

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE ANNOTE

1. Election du Bureau

L'article 15 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social dispose que chaque année, au début de sa première séance, la Commission élit parmi ses membres un président, un ou plusieurs vice-présidents, ainsi que d'autres membres du Bureau.

2. Adoption de l'ordre du jour

L'article 9 du règlement intérieur dispose que, sauf s'il y a lieu d'élire le Bureau, l'adoption de l'ordre du jour constitue le premier point de l'ordre du jour provisoire d'une session. La Commission sera saisie de l'ordre du jour provisoire établi par le Secrétaire général (E/CN.4/1170), conformément à l'article 5 du règlement intérieur, ainsi que de l'ordre du jour annoté (E/CN.4/1170/Add.1) relatif aux questions inscrites à l'ordre du jour provisoire.

3. Organisation des travaux de la session (Résolution 1694 (LII) du Conseil économique et social et résolution 2 (XXV) de la Commission)

La Commission voudra peut-être examiner, à propos de ce point, diverses questions concernant l'organisation de la session, compte tenu de sa résolution 2 (XXV) et de la résolution 1694 (LII) du Conseil économique et social, en date du 2 juin 1972. Dans cette résolution, le Conseil a notamment invité instamment la Commission à réserver suffisamment de temps pour pouvoir bien examiner les rapports de sa Sous-Commission et de ses groupes de travail et à éviter, lorsque cela était possible, de réexaminer des questions qui avaient été étudiées en détail par la Sous-Commission. Le Conseil a également prié la Commission de tenir dûment compte dans l'organisation de ses travaux, de ce que le temps dont elle disposait était limité et son ordre du jour très chargé et, si besoin était, de recourir à des moyens tels que le regroupement de questions, l'ajournement de l'examen de questions dès le début de ses sessions, les consultations officielles sur les projets de résolution, ou la création de groupes de travail. La Commission souhaitera peut-être également, conformément aux dispositions de sa résolution 2 (XXV), prier le Bureau de se réunir de temps à autre au cours de cette session pour examiner l'état d'avancement des travaux et présenter des suggestions au sujet du mode de discussion et de la durée des débats.

Il convient d'observer que le Conseil a décidé, le 18 mai 1973, qu'à l'exception des commissions économiques régionales, les organes subsidiaires du Conseil ne pourraient pas créer d'organes subsidiaires intersessionnels permanents ou *ad hoc* sans son approbation préalable. On notera également que le Conseil a décidé, le 28 juillet 1972, que les préambules de résolutions devaient être concis et ne pas comporter de trop nombreux alinéas et qu'il serait préférable de prendre des décisions directes plutôt que d'adopter des résolutions lorsque cette procédure pourrait accélérer les travaux. En outre, en vertu de la résolution 1623 (LI), adoptée par le Conseil le 30 juillet 1971, toutes les résolutions adoptées par les commissions techniques et les organes subsidiaires devraient normalement être présentées sous forme de projet soumis à l'approbation du Conseil. En ce qui concerne la résolution 1894 (LVII) du Conseil, en date du 1er août 1974, par laquelle le Secrétaire général est prié de présenter à la Commission un projet d'ordre du jour provisoire pour sa session suivante et d'indiquer les documents pertinents, il convient d'appeler l'attention sur les annotations au point 21 ci-après.

4. Question de la violation des droits de l'homme dans les territoires occupés à la suite du conflit du Moyen-Orient (résolution 1 (XXX) de la Commission)

La Commission a décidé, dans sa résolution 1 (XXX), d'inscrire ce point à l'ordre du jour provisoire de sa trente et unième session, en tant que question hautement prioritaire.

La Commission sera saisie de documents que des Etats Membres des Nations Unies ont demandé à voir porter à l'attention de la Commission lors de l'examen de ce point; on en trouvera la liste dans le document E/CN.4/1161 et additifs.

5. Projet de déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction (résolution 3069 (XXVIII) de l'Assemblée générale et décision 2 de la Commission en date du 5 mars 1974)

Dans sa décision 2, en date du 5 mars 1974, la Commission a décidé de faire connaître à l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, que la Commission se proposait de donner la priorité à l'élaboration de cette déclaration lors de sa trente et unième session.

Le texte du projet de déclaration établi par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités et d'un certain nombre d'articles d'un projet de déclaration rédigés par un Groupe de travail de la Commission des droits de l'homme, ainsi que d'autres textes pertinents et les références aux documents, sont reproduits dans une note du Secrétaire général (E/CN.4/1145). Le texte des observations et suggestions des gouvernements, reçues conformément à la résolution 3069 (XXVIII) de l'Assemblée générale, figure dans les documents E/CN.4/1146 et Add.1 à 3, et A/C.3/SR.2006 et 2009 à 2014. Il est rendu compte des travaux accomplis par le Groupe de travail officieux à la trentième session de la Commission des droits de l'homme dans le paragraphe 57 du document E/5464.

Par sa résolution 3267 (XXIX), en date du 10 décembre 1974, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de communiquer à la Commission tous les avis exprimés et les suggestions avancées au cours de l'examen de cette question à l'Assemblée; ces vues sont exposées dans les documents A/C.3/SR.2091 à 2096, A/PV/2311 et A/9893.

L'Assemblée a prié la Commission de lui communiquer lors de sa trentième session par l'intermédiaire du Conseil, un projet de déclaration unique sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction. L'Assemblée a également décidé d'inscrire cette question à l'ordre du jour provisoire de sa trentième session, en vue d'évaluer les progrès accomplis dans l'élaboration d'une déclaration et d'examiner le texte de ladite déclaration, d'en achever la rédaction et de l'adopter si possible, sous réserve que la Commission ait mis au point un projet unique.

6. Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation et la politique d'apartheid, dans tous les pays, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants, et notamment :
  - a) Etude des situations qui révèlent des violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme, conformément à la résolution 8 (XXIII) de la Commission et aux résolutions 1235 (XLII) et 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social; rapport du Groupe de travail chargé d'examiner les communications (décision 3, du 6 mars 1974, de la Commission et décision 15 (LVI) du Conseil économique et social)
  - b) Rapport du Groupe spécial d'experts (résolution 19 (XXIX) de la Commission et résolution 1869 (LVI) du Conseil économique et social)

Pour l'examen de l'ensemble de ce point de l'ordre du jour, la Commission sera saisie du neuvième supplément annuel au document E/4226 (E/CN.4/923/Add.8), récapitulant les décisions prises en 1974 par les organes des Nations Unies au sujet de la question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation ainsi que la politique d'apartheid, dans tous les pays, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants.

Les renseignements qui auront pu être fournis par l'Organisation internationale du Travail (OIT) et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) conformément à la résolution 2785 (XXVI) du 6 décembre 1971, dans laquelle l'Assemblée générale leur a demandé de présenter chaque année à la Commission des droits de l'homme des rapports sur la nature et les effets de toute discrimination raciale dont elles auraient connaissance dans leurs domaines de compétence respectifs, seront communiqués à la Commission dans une note du Secrétaire général (E/CN.4/1162); ils pourront faciliter l'étude de ce point de l'ordre du jour.

La Commission sera également saisie, conformément à la résolution 1591 (L) du Conseil économique et social et à la résolution 2785 (XXVI) de l'Assemblée générale, des renseignements reçus, le cas échéant, d'organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif touchant leurs efforts et leurs progrès dans la lutte contre le racisme, l'apartheid et la discrimination raciale sous toutes ses formes.

Il convient en outre d'appeler l'attention sur la résolution 3222 (XXIX) de l'Assemblée générale, du 6 novembre 1974, intitulée "Droits de l'homme et libertés fondamentales" et sur le document A/9829, le rapport pertinent de la Troisième Commission à l'Assemblée générale et les documents A/C.3/SR.2068 à 2070 que le Secrétaire général était chargé de communiquer à la Commission.

Dans une lettre datée du 18 septembre 1974, le Représentant permanent de Chypre a communiqué au Président de la Commission, aux fins d'examen par les membres de la Commission, une plainte dont le texte est reproduit dans le document A/9764.

Dans sa décision 3, en date du 6 mars 1974, la Commission est convenue d'examiner l'alinéa a) du point 6 à titre prioritaire à sa trente et unième session.

Les chapitres 8 et 9 du rapport de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités sur sa vingt-septième session ainsi que son rapport confidentiel figurant dans le document E/CN.4/R.6 et additifs, ont traité à la question qui fait l'objet de cet alinéa a).

La Commission se souviendra qu'à sa trentième session, par sa décision 3, en date du 6 mars 1974, elle est convenue après avoir examiné la résolution confidentielle que la Sous-Commission avait adoptée à sa 686ème séance, lors de sa vingt-sixième session, de renvoyer les documents pertinents aux gouvernements intéressés en les priant de communiquer leurs observations à la Commission le 1er décembre 1974 au plus tard. La Commission a également décidé de constituer un Groupe de travail composé de cinq de ses membres, qui se réunirait une semaine avant sa trente et unième session, pour examiner les documents transmis par la résolution confidentielle de la Sous-Commission ainsi que les observations des gouvernements mentionnées ci-dessus et tout nouveau rapport que la Sous-Commission pourrait présenter. En outre, la Sous-Commission a été priée, lorsqu'elle déciderait de soumettre à l'examen de la Commission des situations particulières qui, compte tenu de témoignages dignes de foi, révèlent l'existence probable de violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme d'inviter les gouvernements intéressés à formuler par écrit leurs observations, afin que la Commission puisse en tenir compte lors de l'examen de ces situations. La Commission sera saisie des documents pertinents qui, étant de caractère confidentiel, seront distribués à chaque membre de la Commission à titre individuel.

En ce qui concerne l'alinéa b) du point 6, la Commission, dans le paragraphe 16 de sa résolution 19 (XXIX), a prié le Groupe spécial d'experts de lui soumettre, pour sa trente et unième session au plus tard, un rapport sur ses constatations.

Au paragraphe 1 de la résolution 1868 (LVI), le Conseil économique et social a invité le Groupe spécial d'experts à rester actif et vigilant à tout moment et à faire rapport à la Commission, lors de sa trente et unième session, sur les événements constituant des violations graves des droits de l'homme, qui nécessiteraient des investigations urgentes et qui surviendraient en Afrique du Sud, en Namibie, en Rhodésie du Sud ou dans les territoires sous domination portugaise.

Le rapport du Groupe de travail paraîtra sous la cote E/CN.4/1163.

7. Etude des violations des droits de l'homme signalées au Chili, en particulier les cas de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (résolution 8 (XXVII) de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités et résolution 3219 (XXIX) de l'Assemblée générale)

Au paragraphe 2 de sa résolution 8 (XXVII), adoptée le 21 août 1974, la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités a recommandé que la Commission des droits de l'homme "étudie à sa trente et unième session les violations des droits de l'homme signalées au Chili, en particulier les cas de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants".

Dans la même résolution, la Sous-Commission a prié les institutions spécialisées, les autres organisations intergouvernementales, ainsi que les organisations non gouvernementales intéressées dotées du statut consultatif, de présenter au Secrétaire général, aux fins d'information de la Commission, des renseignements récents et fondés sur les cas de torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants au Chili". Tout renseignement reçu à ce sujet sera communiqué à la Commission sous la cote E/CN.4/1166.

La Sous-Commission a également prié le Secrétaire général de porter sa résolution à l'attention des autorités chiliennes. On trouvera au chapitre III du rapport de la Sous-Commission sur sa vingt-septième session (E/CN.4/1160) d'autres observations relatives à la résolution de la Sous-Commission.

Une lettre datée du 21 août 1974, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Chili auprès de l'Organisation des Nations Unies est parue sous la cote E/CN.4/1158.

Il convient d'appeler l'attention de la Commission sur la résolution 3219 (XXIX) de l'Assemblée générale, en date du 6 novembre 1974, intitulée "Protection des droits de l'homme au Chili, qui se rapporte aux mesures prises précédemment par les organes des Nations Unies et les institutions spécialisées et dans laquelle l'Assemblée générale fait sienne la recommandation formulée par la Sous-Commission à l'intention de la Commission dans sa résolution 8 (XXVII). Dans cette résolution, l'Assemblée a prié en outre son Président et le Secrétaire général d'aider de toutes les manières qu'ils jugeraient appropriées au rétablissement des droits fondamentaux de l'homme et des libertés fondamentales au Chili, compte tenu du paragraphe 3 de la résolution. Au paragraphe 3, l'Assemblée générale a prié instamment les autorités chiliennes de respecter pleinement les principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de prendre toutes les mesures nécessaires pour rétablir et sauvegarder les droits fondamentaux de l'homme et les libertés fondamentales, en particulier dans les cas où la vie et la liberté des personnes étaient menacées, de relâcher toutes les personnes qui avaient été arrêtées sans motif ou emprisonnées pour des raisons uniquement politiques et de continuer à accorder des laissez-passer à ceux qui le désiraient. Le Secrétaire général a été prié, en outre, de présenter à l'Assemblée, lors de sa trentième session, un rapport sur les mesures prises et les progrès réalisés en application de ce paragraphe et des paragraphes mentionnés ci-dessus intéressant la Commission des droits de l'homme, le Président de l'Assemblée générale et le Secrétaire général.

8. Rôle de la jeunesse dans la promotion et la protection des droits de l'homme (résolution 11 A (XXVIII) de la Commission, notamment :

- a) Question de l'objection de conscience au service militaire : rapport du Secrétaire général (résolution 11 B (XXVII) et décision 9 en date du 7 mars 1974 de la Commission);
- b) Courants de communication avec la jeunesse et les organisations internationales de jeunes : rapport de la première réunion du Groupe consultatif spécial pour la jeunesse (résolution 1842 (LVI) du Conseil économique et social)

Par la décision 9, en date du 7 mars 1974, la Commission a décidé de renvoyer à sa trente et unième session l'examen de l'alinéa a) et de lui accorder la priorité. La Commission sera saisie d'un rapport du Secrétaire général (E/CN.4/1118 et Add.1-3), établi conformément à la résolution 11 B (XXVII) de la Commission.

L'alinéa b) tire son origine de la résolution 1842 (LVI) du Conseil économique et social. Le Conseil a prié le Secrétaire général de communiquer le rapport de la première réunion du Groupe consultatif spécial pour la jeunesse, accompagné de ses propres observations et recommandations, à la Commission du développement social, à la Commission des droits de l'homme, à la Commission de la condition de la femme et à la Commission de la population pour examen, compte tenu des débats du Conseil à sa cinquante-sixième session. Le Conseil a également recommandé à la Commission des droits de l'homme, à la Commission du développement social et à la Commission de la condition de la femme, que l'Organisation des Nations Unies organise des réunions internationales et régionales sur des problèmes et des programmes d'action particuliers intéressant les jeunes, notamment sur la participation des jeunes à la vie de la société, et que l'on assure la participation des jeunes à ces réunions. Le rapport du Groupe consultatif spécial pour la jeunesse a paru sous la cote ESA/SDHA/AC4/2 (E/CN.5/508). Les observations et recommandations formulées par le Secrétaire général au sujet du rapport se trouvent aux paragraphes 10 c) et 12 a) du document E/5427. Les comptes rendus analytiques des débats du Conseil figurent dans les documents E/AC.7/SR.732 à 737 et 739 et E/SR.1896.

9. Rapports des première, deuxième et troisième sessions du Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance (résolution 1584 (L) du Conseil économique et social et décision 9 de la Commission en date du 7 mars 1974)

Par sa décision 9, en date du 7 mars 1974, la Commission a décidé de renvoyer l'examen de cette question à sa prochaine session et de lui accorder la priorité. Depuis que la Commission a pris cette décision, le Comité a tenu sa troisième session, du 23 septembre au 4 octobre 1974.

Il convient de rappeler que le Conseil économique et social a constitué le Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance et a décidé qu'il ferait rapport à la Commission du développement social et, le cas échéant, sur des aspects particuliers, à la Commission des droits de l'homme et à la Commission des stupéfiants. Le rapport du Comité sur sa première session, qui s'est tenue du 8 au 16 mai 1972, est paru sous la cote E/5191. Le rapport sur la deuxième session, qui s'est tenue du 14 au 25 mai 1973, est paru sous la cote E/CN.5/494. Le rapport sur la troisième session est paru sous la cote E/CN.5/516.

Il convient d'appeler l'attention de la Commission en particulier sur les paragraphes 33 à 42 du premier rapport (E/5191), sur les paragraphes 37 à 40, 47 à 58, 62 et 65-66 du deuxième rapport (E/CN.5/494) et sur les paragraphes pertinents du troisième rapport (E/CN.5/516).

La Commission se souviendra que, conformément à la résolution 1794 (LIV) du Conseil, la question d'un code international d'éthique policière, inscrite à l'ordre du jour provisoire de la Commission jusqu'à sa vingt-neuvième session, a été renvoyée au Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance et que la Commission devait l'examiner après que le Comité eût formulé des recommandations. Dans sa résolution 3218 (XXIX), du 16 novembre 1974, intitulée "Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, en relation avec la détention et l'emprisonnement", l'Assemblée a prié le cinquième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants d'examiner d'urgence la question de l'élaboration d'un code international d'éthique pour la police et les autres services chargés de l'application des lois, en tenant compte de l'examen de la question effectué par le Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance.

10. Droits de l'homme et progrès de la science et de la technique : rapport du Secrétaire général (résolution 2450 (XXIII), 2721 (XXV), 3026 B (XXVII) et 3268 (XXIX) de l'Assemblée générale; résolutions 10 (XXVII) et 2 (XXX) de la Commission

Au paragraphe 12 de sa résolution 10 (XXVII), la Commission a décidé de maintenir de façon permanente à son ordre du jour la question des droits de l'homme et des progrès de la science et de la technique. Au paragraphe 5 de sa résolution 2 (XXX), la Commission a décidé de poursuivre l'examen de cette question à des sessions ultérieures en vue de prendre d'autres décisions en la matière.

A sa trentième session, la Commission, au paragraphe 2 de sa résolution 2 (XXX), a prié le Secrétaire général de porter à l'attention des gouvernements, pour examen préliminaire et observations éventuelles à leur sujet, les études déjà effectuées conformément à la résolution 2450 (XXIII) de l'Assemblée générale et à la résolution 10 (XXVII) de la Commission et les études à élaborer. Au paragraphe 3 de la résolution, la Commission a prié le Secrétaire général de solliciter les vues et observations des gouvernements et des institutions spécialisées intéressées sur la manière d'utiliser la science et la technique :

a) Pour renforcer la paix et la sécurité internationales et les droits fondamentaux des peuples;

b) Pour promouvoir et assurer le respect général des droits de l'homme proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme;

c) Pour faciliter et protéger l'exercice par tous les peuples de leur droit à l'emploi, à l'éducation, à la nourriture, à la santé et au bien-être économique, social et culturel, en élevant leur niveau de vie. Au paragraphe 4 de la résolution, il a été demandé au Secrétaire général de soumettre à la Commission une analyse des vues et observations reçues conformément aux paragraphes 2 et 3 de la résolution, afin qu'elle puisse examiner des principes directeurs possibles au sujet des normes qui pourraient être énoncées dans des instruments internationaux appropriés.

Etant donné que jusqu'à présent les vues et observations sollicitées n'ont fait l'objet que d'un petit nombre de réponses, le Secrétaire général ne présentera pas à la Commission l'analyse envisagée à sa trente et unième session.

La Commission sera saisie : i) des documents E/CN.4/1142 et additifs 1 et 2, sur les utilisations de l'électronique qui peuvent affecter les droits de la personne et les limites que devraient comporter ces utilisations dans une société démocratique, rédigés conformément au paragraphe 1 c) de la résolution 2450 (XXIII) de l'Assemblée générale; ii) du document E/CN.4/1172 qui contient la majeure partie du rapport, demandé au paragraphe 1 b) de la résolution 2450 (XXIII) de l'Assemblée, sur la protection de la personne humaine et de son intégrité physique et intellectuelle face aux progrès de la biologie, de la médecine et de la biochimie; et iii) d'un rapport (E/CN.4/1173) établi par l'OMS sur la santé et les droits de l'homme face au progrès de la science et de la technique, rédigé conformément à la résolution 2450 (XXIII) de l'Assemblée générale et à la résolution 10 (XXVII) de la Commission.

Au paragraphe 3 de sa résolution 3268 (XXIX), du 10 décembre 1974, l'Assemblée générale a appelé l'attention du Conseil économique et social et de la Commission sur le fait qu'il importait de recueillir des avis qualifiés pour étudier des problèmes du type de ceux dont il est question aux paragraphes 1 et 2 de la résolution 1/, en particulier en ce qui concerne un code d'éthique, et les a priés de prendre les mesures nécessaires pour appliquer la résolution en liaison notamment avec le Comité de la science et de la technique au service du développement et avec le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement qui étaient invités à étudier ces problèmes dans leur ensemble à intervalles réguliers.

---

1/ Aux paragraphes 1 et 2 de la résolution, l'Assemblée :

1. Considère, tout en reconnaissant le rôle indispensable de la science et de la technique dans le développement, qu'il faut d'une part faire en sorte que les progrès scientifiques et techniques ne soient pas utilisés d'une façon contraire aux principes du droit international et, d'autre part, protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales, dans le cadre du développement de la science et de la technique, en tenant compte de la situation politique, économique et sociale des différents pays intéressés;
2. Appelle l'attention des Etats sur les avantages que l'on peut tirer de l'élaboration et de l'adoption par les autorités nationales compétentes de mesures destinées à adapter, le cas échéant, la législation et les pratiques nationales, non seulement de manière à tenir compte des techniques nouvelles, mais encore à sauvegarder les droits fondamentaux des particuliers et des groupes ou organisations dans tous les secteurs de la vie sociale, et invite les Gouvernements qui ont déjà de l'expérience dans ce domaine à communiquer au Secrétaire général les renseignements dont ils disposent.



Au paragraphe 5 de sa résolution, l'Assemblée a demandé à la Commission d'établir un programme de travail tenant compte des rapports du Secrétaire général, des réponses des gouvernements 2/ et des autres sources pertinentes, en vue d'entreprendre en particulier l'élaboration de normes dans les domaines qui sembleraient avoir été suffisamment analysés, sans préjudice d'autres activités menées conformément à des résolutions antérieures pertinentes spécifiées dans la résolution, et de communiquer ce programme au Conseil économique et social à sa soixantième session. Dans le cadre du programme de travail envisagé, la Commission sera saisie d'un exposé du Secrétaire général (E/CN.4/L.1287) indiquant les documents qui ont été publiés en ce qui concerne l'étude sur les droits de l'homme et les progrès de la science et de la technique ainsi que les travaux qui sont en cours ou qui restent à entreprendre en application des résolutions existantes.

Il convient de rappeler également qu'au paragraphe 5 de la résolution 3150 (XXVIII), du 14 décembre 1973, l'Assemblée générale a invité le Secrétaire général, l'OIT, l'UNESCO, l'OMS et les autres institutions spécialisées intéressées à porter une attention particulière au problème de la protection de larges secteurs de la population contre les inégalités sociales et matérielles, ainsi que les autres conséquences négatives qui pourraient découler de l'utilisation du progrès de la science et de la technique et a prié le Secrétaire général, agissant en coopération avec les institutions susmentionnées, de présenter un rapport sur ce sujet à l'Assemblée générale lors de sa trentième session.

11. Question de la protection juridique internationale des droits de l'homme dans le cas de particuliers qui ne sont pas ressortissants du pays dans lequel ils vivent (résolutions 1790 (LIV) et 1871 (LVI) du Conseil économique et social)

Sur la recommandation de la Commission, le Conseil a adopté, le 17 mai 1974, la résolution 1871 (LVI), dans laquelle il a prié la Sous-Commission d'accorder, lors de sa vingt-septième session, un rang de priorité élevé à l'examen de l'application du paragraphe 1 de la résolution 1790 (LIV) du Conseil et de présenter des recommandations appropriées à la Commission des droits de l'homme lors de sa trente et unième session. Le Conseil a également décidé d'examiner cette question à sa cinquante-huitième session en 1975.

Il convient d'appeler l'attention de la Commission sur la résolution 10 (XXVII) de la Sous-Commission et sur le Chapitre VI du rapport sur sa vingt-septième session (E/CN.4/1160), qui a trait aux mesures prises par la Sous-Commission et aux débats tenus à ce sujet. Selon sa résolution 10 (XXVII), la Sous-Commission se propose de poursuivre l'examen de la question à sa vingt-huitième session et n'a formulé aucune recommandation à l'intention de la Commission.

12. Rapport de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités sur sa vingt-septième session

Le rapport de la Sous-Commission sur sa vingt-septième session sera présenté à la Commission dans les documents E/CN.4/1160 et E/CN.4/R.6. Quant au rapport E/CN.4/R.2, de la Sous-Commission, qui est de caractère confidentiel, il a été évoqué à propos du point 6 a) ci-dessus.

---

2/ Il s'agit des réponses demandées au paragraphe 2 de la résolution de l'Assemblée, cité dans la note précédente.

Le rapport de la Sous-Commission paru sous la cote E/CN.4/1160 contient 11 résolutions et une décision (chapitre XIX) ainsi qu'un texte qu'elle a adopté au sujet de sa méthode de travail (chapitre II). Les résolutions ci-après n'appellent pas de mesures particulières de la part de la Commission des droits de l'homme :

Résolution 1 (XXVII) sur l'étude des droits des personnes appartenant à des minorités ethniques, religieuses et linguistiques.

Résolution 2 (XXVII) sur les conséquences néfastes pour la jouissance des droits de l'homme de l'assistance politique, militaire, économique et autre accordée aux régimes racistes et colonialistes d'Afrique australe; dans sa résolution 3 (XXX), la Commission a décidé de considérer cette question comme prioritaire lors de sa trente-deuxième session.

Résolution 3 (XXVII) sur le développement historique et actuel du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, sur la base de la Charte des Nations Unies et des autres instruments adoptés par les organes des Nations Unies, eu égard en particulier à la promotion et à la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Résolution 4 (XXVII) sur l'application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies relatives au droit des peuples assujettis à une domination coloniale et étrangère à disposer d'eux-mêmes.

Résolution 5 (XXVII) sur l'exploitation de la main-d'oeuvre par un trafic illicite et clandestin. Dans sa résolution 3224 (XXIX) du 6 novembre 1974 intitulée "Mesures propres à améliorer la situation des travailleurs migrants", l'Assemblée générale a noté avec satisfaction que la Sous-Commission avait décidé de poursuivre et de compléter l'étude sur l'exploitation de la main-d'oeuvre par un trafic illicite et clandestin (E/CN.4/Sub.2/351 et Add.1 et E/CN.4/Sub.2/352), a prié les Etats qui ne l'avaient pas encore fait, de communiquer les renseignements les plus complets au Rapporteur spécial de la Sous-Commission, et a prié le Secrétaire général de faire rapport à l'Assemblée en temps voulu sur le contenu de l'étude dans sa totalité.

Résolution 6 (XXVII) sur l'étude du problème de la discrimination à l'égard des populations indigènes.

En ce qui concerne la résolution 7 (XXVII) de la Sous-Commission, il convient d'appeler l'attention de la Commission sur la décision prise par la Sous-Commission au **paragraphe 1** de sa résolution, d'examiner chaque année la situation concernant les droits de l'homme dans le cas de personnes soumises à toute forme de détention ou d'emprisonnement. En examinant cette question, la Sous-Commission tiendra compte des renseignements dignes de foi fournis par les gouvernements, les institutions spécialisées et les organisations intergouvernementales régionales ainsi que par les organisations non gouvernementales intéressées dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, sous réserve que ces organisations non gouvernementales agissent de bonne foi et qu'en fournissant ces renseignements, elles ne soient pas motivées par des raisons d'ordre politique, contraires aux principes de la Charte des Nations Unies. Ces renseignements seront transmis à la Sous-Commission par le Secrétaire général. Il convient également d'appeler l'attention sur la résolution 3218 (XXIX) de l'Assemblée générale, du 6 novembre 1974, intitulée "Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants en relation avec la détention et l'emprisonnement"; par cette résolution, l'Assemblée, notant avec satisfaction la décision de la Sous-Commission d'examiner chaque année la situation concernant les droits de l'homme dans le cas de personnes soumises à toute forme de détention ou d'emprisonnement, a demandé aux

Etats membres et aux institutions spécialisées ainsi qu'au cinquième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants qui doit se tenir en septembre 1975, de fournir des renseignements et de prendre un certain nombre de mesures en la matière et a prié le Secrétaire général d'établir un résumé analytique des renseignements reçus des Etats membres conformément à la résolution et de les soumettre au Congrès, à l'Assemblée générale, à la Commission et à la Sous-Commission. La Commission voudra peut-être tenir compte de la résolution de la Sous-Commission et de celle de l'Assemblée générale lorsqu'elle examinera le point 16 relatif à l'étude, établie par un Comité de la Commission, sur le droit en vertu duquel nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé.

Résolution 8 (XXVII) de la Sous-Commission; par cette résolution, intitulée "Question des droits de l'homme dans le cas de personnes soumises à toute forme de détention ou d'emprisonnement", la Sous-Commission a recommandé l'inscription d'une question à l'ordre du jour provisoire de la trente et unième session de la Commission; il a été donné suite à cette recommandation par l'inscription du point 7 à l'ordre du jour provisoire.

Résolution 9 (XXVII) sur les devoirs de l'individu envers la communauté et les limites imposées aux droits de l'homme et aux libertés en vertu de l'article 29 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Résolution 11 (XXVII) sur la question de l'esclavage et de la traite des esclaves dans toutes leurs pratiques et manifestations, y compris les pratiques esclavagistes de l'apartheid et du colonialisme.

Décision, en date du 21 août 1974, concernant l'étude de la question de la prévention et de la répression du crime de génocide.

En ce qui concerne la résolution 10 (XXVII) relative au problème de l'application des dispositions internationales en vigueur touchant la protection des droits de l'homme aux particuliers qui ne sont pas ressortissants du pays dans lequel ils vivent, il y a lieu de se référer aux annotations relatives au point 11 de l'ordre du jour provisoire de la Commission.

Un état des incidences financières des résolutions adoptées par la Sous-Commission à sa vingt-septième session figure à l'annexe II du document E/CN.4/1160.

13. Etude des mesures discriminatoires contre les personnes nées hors mariage, et projet de principes généraux relatifs à l'égalité et à la non-discrimination à l'égard de ces personnes (résolution 1787 (LIV) du Conseil économique et social)

Par sa résolution 1787 (LIV), le Conseil a prié la Commission d'examiner à nouveau la question à sa trente et unième session.

Conformément à la même résolution du Conseil, le Secrétaire général a transmis aux gouvernements, aux institutions spécialisées, aux organisations intergouvernementales régionales et aux organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif, pour qu'ils fassent connaître leurs commentaires et observations, le projet de principes généraux relatifs à l'égalité et à la non-discrimination à l'égard des personnes nées hors mariage. Le Conseil a invité en outre la Commission du développement social et la Commission de la condition de la femme à examiner, selon qu'il conviendra, l'Etude des mesures discriminatoires contre les personnes nées hors mariage et le projet de principes généraux y relatifs, en tenant compte des observations, dont il a été question ci-dessus, qu'aura reçues le Secrétaire général.

Les commentaires reçus des gouvernements, des institutions spécialisées, des organisations intergouvernementales régionales et des organisations non gouvernementales conformément à la résolution du Conseil sont parus sous les cotes E/CN.4/1157 et Add.1.

La Commission de la condition de la femme, à sa vingt-cinquième session, tenue en 1974, a pris note de la résolution du Conseil, de l'étude et du projet de principes généraux y relatifs. Elle a rappelé qu'elle avait déjà examiné ces principes en 1967 et que, dans sa résolution 6 (XX), elle s'était alors déclarée favorable au projet de principes généraux et avait demandé l'établissement d'une étude sur la condition de la mère célibataire (Publications des Nations Unies, No de vente 71.IV.4). Ceci avait amené le Conseil à adopter en 1972 un ensemble de principes généraux visant à éliminer la discrimination à l'égard de la mère célibataire. Compte tenu des considérations qui précèdent, la Commission a estimé qu'il était inutile qu'elle prenne d'autres mesures en ce qui concerne la résolution du Conseil (E/5451, paragraphes 6 et 276).

La Commission du développement social tient sa vingt-quatrième session du 6 au 24 janvier 1975. Le Secrétaire général portera dès que possible à son attention toute mesure que la Commission du développement social aura prise.

14. Rapports périodiques sur les droits économiques, sociaux et culturels (résolutions 1596 (L) et 1793 (LIV) et décision en date du 18 mai 1973 du Conseil économique et social)

La Commission sera saisie des documents suivants :

- a) Rapports sur les droits économiques, sociaux et culturels portant sur la période allant de juin 1969 à juin 1973, reçus des gouvernements (E/CN.4/1155 et additifs) et des institutions spécialisées (E/CN.4/1156 et additifs).
- b) Table des matières analytique et index par pays des rapports susmentionnés (E/CN.4/1165 et Add.1).
- c) Résumé analytique des rapports établis par le Secrétaire général (E/CN.4/1164 et Add.1).
- d) Mémoire mis à jour sur la situation des traités multilatéraux conclus dans le domaine des droits de l'homme (E/CN.4/907/Rev.11)
- e) Le rapport du Comité spécial des rapports périodiques sur les travaux de sa session de 1975 (E/CN.4/1167), qui sera distribué au cours de la session de la Commission.

15. Question des mesures à prendre contre les idéologies et pratiques fondées sur la terreur ou l'incitation à la discrimination raciale ou toute autre forme de haine d'un groupe (résolution 2839 (XXVI) de l'Assemblée générale et décision 9 de la Commission, du 7 mars 1974)

Conformément à sa décision 9 du 7 mars 1974, la Commission a renvoyé l'examen de ce point à sa trente et unième session.

Dans sa résolution 2839 (XXVI), l'Assemblée générale a décidé d'inscrire cette question à son ordre du jour et de la garder constamment à l'étude et a prié instamment les autres organes compétents de l'Organisation des Nations Unies de faire de même, afin que des mesures appropriées puissent être rapidement prises selon que de besoin.

A sa 201<sup>ème</sup> séance, le 14 décembre 1973, l'Assemblée générale a décidé d'attendre, pour examiner cette question, que la Commission des droits de l'homme ait fini de l'étudier.

16. Etude du droit en vertu duquel nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé, étude du droit des personnes arrêtées de communiquer avec ceux qu'il leur est nécessaire de consulter pour assurer leur défense ou pour protéger leurs intérêts essentiels, et projet de principes sur le droit en vertu duquel nul ne peut être arbitrairement arrêté ni détenu (résolution 23 (XXV) et décision 9 de la Commission, du 7 mars 1974)

L'étude du droit en vertu duquel nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé, telle qu'elle a été établie par un Comité de la Commission, a été présentée à la Commission en 1962 (publication des Nations Unies, No de vente 65.XIV.2). Par sa résolution 2 (XVIII), la Commission a communiqué le projet de principes sur le droit en vertu duquel nul ne peut être arbitrairement arrêté ou détenu, établi par le Comité aux Etats Membres des Nations Unies et aux Etats Membres des institutions spécialisées pour qu'ils formulent leurs observations. Le texte des observations reçues des gouvernements a été distribué à différentes sessions de la Commission (E/CN.4/835 et Add.1 à 6, Add.6/Corr.1 et Add.7 à 12).

Le Comité a été prié d'entreprendre séparément une étude du droit des personnes arrêtées de communiquer avec ceux qu'il leur est nécessaire de consulter pour assurer leur défense ou pour protéger leurs intérêts essentiels. Le rapport du Comité sur cette étude (E/CN.4/996) a été présenté à la Commission à sa vingt-cinquième session en 1969. Cette étude contenait des suggestions en vue de modifier et de réviser certains des projets de principes figurant dans la première étude du Comité. Par sa résolution 23 (XXV), la Commission, désireuse d'obtenir les vues du plus grand nombre possible de gouvernements sur la nouvelle étude et sur les modifications et révisions envisagées des projets de principes, a prié le Secrétaire général de les transmettre aux gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et des Etats Membres des institutions spécialisées et de lui présenter les observations des gouvernements à sa vingt-septième session. Le texte des observations des gouvernements a donc été distribué aux vingt-septième et vingt-huitième sessions de la Commission (E/CN.4/1044 et Add.1 à 3).

Lors de ses quatre dernières sessions la Commission a renvoyé l'examen de cette question à une session ultérieure (E/5464, Chapitre XIX, Section 13, décision 9).

Dans sa décision 6, du 6 mars 1974, la Commission a autorisé la Sous-Commission à inscrire à l'ordre du jour de la vingt-septième session un point intitulé "La question des droits de l'homme dans le cas de personnes soumises à toute forme de détention ou d'emprisonnement". La Sous-Commission, à sa vingt-septième session, a examiné la question (E/CN.4/1160, Chapitre III) et a adopté les résolutions 7 (XXVII) et 8 (XXVII); dans cette dernière, elle recommandait l'inscription d'un point à l'ordre du jour provisoire de la Commission et le Secrétaire général a donc inscrit le point 7 à l'ordre du jour provisoire de la Commission. On trouvera dans les annotations relatives aux points 7 et 12 concernant le rapport de la Sous-Commission un complément d'information sur les mesures prises par celle-ci.

La Commission se souviendra peut-être que l'étude traite également de la question de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, y compris du projet de principes y relatif et qu'elle présente donc un intérêt pour l'examen de la question soulevée par les résolutions 3059 (XXVIII) et 3218 (XXIX) de l'Assemblée générale, de même que les débats de la Sous-Commission mentionnés plus haut.

L'Assemblée générale, dans sa résolution, a prié en particulier les Etats membres de fournir au Secrétaire général, en temps voulu pour qu'ils puissent être soumis au cinquième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (septembre 1975), des renseignements concernant les mesures législatives, administratives et judiciaires, y compris les recours et les sanctions, visant à empêcher que les personnes relevant de leur juridiction ne soient soumises à la torture et à d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et leurs observations et commentaires concernant les articles 24 à 27 du projet de principes sur le droit en vertu duquel nul ne peut être arbitrairement arrêté ni détenu, mis au point pour la Commission. Le Secrétaire général a été prié d'établir un résumé analytique des renseignements reçus des Etats membres en vue de le soumettre au Congrès, à l'Assemblée générale lors de sa trentième session, à la Commission des droits de l'homme et à sa Sous-Commission. Le résumé analytique sera établi en temps voulu pour être présenté au Congrès et il sera mis à la disposition de la Commission à sa trente-deuxième session.

Entre autres mesures envisagées dans cette résolution, l'Assemblée générale priait le Congrès d'inclure, lors de l'établissement de l'ensemble de règles minima pour le traitement des détenus, des règles visant à protéger de la torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, toutes les personnes soumises à toute forme de détention ou d'emprisonnement et de faire rapport sur cette question à l'Assemblée générale lors de sa trentième session. L'Assemblée a également décidé d'examiner à sa prochaine session la question de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants en relation avec la détention et l'emprisonnement.

17. Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme

Conformément à la décision 9 de la Commission du 7 mars 1974, l'examen de cette question a été reporté à la trente et unième session de la Commission.

Conformément à la résolution 926 (X) de l'Assemblée générale et aux résolutions 684 (XXVI) et 1008 (XXVIII) du Conseil économique et social, la Commission sera saisie de rapports du Secrétaire général sur le programme des services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme (E/CN.4/1136 et E/CN.4/1169).

Conformément à sa résolution 10 (XXII), la Commission sera saisie du rapport du Séminaire tenu à Ohrid (Yougoslavie) en juin 1974 (ST/TAO/HR49).

18. Nécessité d'encourager et de développer davantage le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la question d'un programme de travail à long terme de la Commission (résolution 10 (XXX) de la Commission)

Par sa résolution 10 (XXX), la Commission a décidé d'examiner la question d'un programme de travail à long terme à sa trente et unième session. Elle a prié le Secrétaire général de solliciter les propositions et les vues des Etats Membres en ce qui concerne le programme de travail de la Commission et de présenter une analyse de leurs réponses à la Commission lors de sa trente et unième session. Le Secrétaire général fera distribuer, sous la cote E/CN.4/1168, une analyse des réponses reçues des gouvernements des Etats Membres.

Il convient également d'appeler l'attention de la Commission sur sa décision 8, du 7 mars 1974, par laquelle elle a décidé de renvoyer à sa trente et unième session l'examen du projet de résolution E/CN.4/L.1285 et de l'amendement y relatif E/CN.4/L.1286.

19. Communications concernant les droits de l'homme

La Commission sera saisie de listes confidentielles de communications et de documents confidentiels contenant les réponses des gouvernements aux communications qui leur ont été transmises, établies par le Secrétaire général conformément aux résolutions 728 F (XXVIII), 1235 (XLII) et 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social. Elle sera également saisie d'un document confidentiel de caractère statistique établi par le Secrétaire général en application de la résolution 14 (XV) de la Commission. Elle sera en outre saisie d'une liste non confidentielle de communications (E/CN.4/CR/45) relatives aux principes intervenant lorsqu'il s'agit de développer le respect et l'observation universels des droits de l'homme.

20. Election des membres de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (Résolution 1334 (XLIV) du Conseil économique et social)

Conformément à la résolution 1334 (XLIV), du 31 mai 1968, du Conseil économique et social, la Commission, à sa vingt-huitième session, en 1972, a élu 26 membres de la Sous-Commission pour un mandat de trois ans, parmi les experts nommés par les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies. La Commission procédera donc à la présente session, à une nouvelle élection des membres de la Sous-Commission. Elle sera saisie d'une note du Secrétaire général contenant les noms des candidats à l'élection reçus des Etats Membres (E/CN.4/1171 et additifs) et les dispositions relatives à la répartition géographique des membres de la Sous-Commission figurant dans la résolution du Conseil.

21. Projet d'ordre du jour provisoire pour la trente-deuxième session de la Commission (résolution 1894 (LVII) du Conseil économique et social)

Dans sa résolution 1894 (LVII), le Conseil économique et social a prié le Secrétaire général de présenter aux commissions techniques ou aux organes subsidiaires du Conseil, à chacune de leurs sessions, un projet d'ordre du jour provisoire pour la session suivante, avec des renseignements indiquant, à propos de chaque question, les documents qui seront soumis au titre de cette question et la décision de l'organe délibérant qui a autorisé leur préparation, afin de permettre à la commission technique ou à l'organe subsidiaire intéressé d'examiner ses documents du point de vue de la contribution qu'ils apportent aux travaux de la commission ou de l'organe, ainsi que de l'urgence et de la pertinence qu'ils présentent eu égard à la situation existante.

Le Secrétaire général présentera à la fin de la trente et unième session de la Commission une note (E/CN.4/L.1288) contenant un projet d'ordre du jour provisoire pour la trente-deuxième session, ainsi que les renseignements concernant la documentation y relative demandée par le Conseil.

22. Rapport de la trente et unième session de la Commission au Conseil économique et social

Conformément à l'article 38 du règlement intérieur, la Commission soumet au Conseil un rapport sur les travaux de chaque session. La Commission se souviendra qu'à sa 1637ème séance, le 8 août 1969, le Conseil a décidé d'inviter les commissions techniques à étudier les moyens de réduire le volume de leurs rapports au Conseil et d'inviter le Secrétaire général à tenir compte de cette nécessité lors de la rédaction des parties des projets de rapports que doivent étudier les organes subsidiaires de ces commissions. Depuis sa vingt-huitième session, l'attention de la Commission a été

appelée sur la résolution 2836 (XXVI) de l'Assemblée générale énonçant les principes à suivre pour l'établissement des rapports des organes subsidiaires, résolution que le Conseil, sur l'invitation de l'Assemblée, a portée à l'attention de tous ses organes subsidiaires, en même temps que des instructions du même ordre énoncées dans la résolution 1623 (LI), section III, du Conseil. A sa 1837<sup>ème</sup> séance, le 28 juillet 1972, le Conseil a à nouveau insisté sur la nécessité de respecter le paragraphe 10 de la résolution 1623 (LI) du Conseil. Aux termes de ce paragraphe, le Conseil décide que les rapports de ses commissions techniques devront contenir, outre un résumé des débats, un résumé concis des recommandations et un énoncé des questions au sujet desquelles le Conseil est appelé à prendre une décision et que toutes les résolutions adoptées par ses commissions techniques devront normalement être présentées sous forme de projets soumis à l'approbation du Conseil. La Commission se souviendra également qu'à la suite de la décision prise à la 1876<sup>ème</sup> séance du Conseil, le 7 août 1973, le chapitre visant les questions qui appellent une décision du Conseil figurera dans le premier et non dans le dernier chapitre du rapport de la Commission

\* \* \*

Les renseignements reçus d'organes régionaux intergouvernementaux, en application de la résolution 1159 (XLI) du Conseil économique et social seront distribués sous la cote E/CN.4/1170 et additifs.